

(N° 424.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 24 JUILLET 1924.

Projet de loi

pour la prévention et la répression du vagabondage et de la mendicité.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

La loi du 27 novembre 1891 sur la répression du vagabondage et de la mendicité a introduit de bienfaisantes innovations dans le système établi par la législation antérieure. Elle fait le départ entre l'oisiveté volontaire, habituelle, « véritable rébellion contre la loi du travail », et l'inaction forcée, imputable à des circonstances accidentelles ou indépendantes de la volonté de ceux qui les subissent. Aussi des régimes différents s'appliquent-ils aux individus pour qui le vagabondage et la mendicité tiennent lieu de profession et à ceux qui se trouvent sans travail bien qu'ils ne refusent pas d'en accepter. Les premiers sont internés dans les dépôts de mendicité, au titre répressif, pour un terme de deux ans au moins et qui peut se prolonger jusqu'à sept ans. Les autres sont recueillis dans des maisons de refuge pour un terme qui ne peut dépasser douze mois : il s'agit de les soustraire aux effets démoralisants d'une oisiveté prolongée et de les aider à vivre en attendant qu'ils retournent à une occupation normale.

La loi de 1891 autorise l'admission à la maison de refuge d'individus de cette dernière catégorie qui s'y présentent volontairement, munis d'une réquisition du bourgmestre. Disposition prévoyante qui permet au malheureux de conjurer les dangers du désœuvrement par sa propre initiative, sans attendre que les représentants de l'autorité s'occupent de lui. Dans la suite, on le seconde en vue de sa rentrée et de son reclassement dans la société.

Malheureusement, cette sage précaution n'a pas donné les résultats qu'on en attendait. La raison en est que, dans pareil cas, les frais d'entretien de l'interné restent à la charge exclusive de la commune qui réquiert l'admission.

Le projet de loi a pour premier objectif de corriger cette disposition inopérante et il y arrive en appliquant aux reclus volontaires la règle admise pour les aliénés et les mineurs anormaux : les frais d'entretien seront désormais répartis, pour les premiers comme pour les derniers, entre le Fonds commun (quatre huitièmes), l'État (trois huitièmes) et la Province (un huitième).

Mais il y a d'autres catégories de malheureux auxquels la bienfaisance locale

est souvent impuissante à venir en aide. Ce sont : 1° les vieillards abandonnés ; 2° les adultes estropiés, infirmes ou faibles d'esprit ; 3° les indigentes en état de grossesse délaissées par leur famille ou ceux qui auraient pour devoir de les assister.

La communauté ne peut rester indifférente à ces misères, sources de grandes douleurs et même d'actes criminels. Comment agir ? Les cas intéressants se répartissent très inégalement sur le territoire et la plupart des communes se trouvent dans l'impossibilité d'organiser un service hospitalier spécial en vue d'une assistance qui n'a aucun caractère de régularité : c'est alors qu'intervient efficacement cette sorte d'assurance mutuelle ou de caisse de compensation que la loi sur l'Assistance publique a créée sous le nom de Fonds commun et à la formation duquel toute commune verse annuellement une quote-part déterminée, qui ne varie pas à raison du nombre plus ou moins élevé de ses administrés recevant une assistance particulière.

Le projet de loi accorde à ces trois catégories d'infortunés la même aide qu'aux adultes valides de l'un et de l'autre sexe qui se trouvent temporairement sans travail. Vieillards, estropiés, infirmes, simples d'esprit, femmes ou filles enceintes, dans les tristes conditions de dénûment et d'abandon, se verront admis dans les maisons de refuge à charge du Fonds commun pour la moitié des frais d'entretien, de l'État et de la Province pour le restant.

Les commissions administratives des hospices civils des grandes villes ont organisé des « maternités » où peuvent se présenter les femmes enceintes et pauvres ; mais le nombre de ces établissements locaux est insuffisant ; de plus, on n'y autorise le séjour que pour l'accouchement seul, et, à leur sortie, beaucoup de mères se retrouvent sans gîte ou sans pain. Aussi a-t-on vu se créer, depuis quelque temps, des « maisons maternelles », œuvre de communes associées ou de philanthropes particuliers, qui recueillent pour un terme de quatre à six mois toute mère qui sort d'une Maternité et allaite son enfant. Ces asiles ne pourront se maintenir et se développer de manière satisfaisante s'ils ne sont soutenus par les pouvoirs publics. Il importe aussi de susciter la création de semblables établissements dans les régions qui en sont dépourvues. Il va de soi que les maisons maternelles privées pourront être agréées par les pouvoirs publics si elles se soumettent à l'inspection du Gouvernement. L'État doit assurer asile aux femmes enceintes qui ne seraient pas admises dans les établissements privés ou auxquelles il répugnerait de s'y rendre ; il dispose dès à présent d'installations où elles pourront être reçues : la section maternelle de la maison de refuge pour femmes de Saint-André-lez-Bruges et la maison maternelle d'Uccle-lez-Bruxelles.

Les malheureuses dont il s'agit seront donc accueillies, selon leur préférence, dans des établissements publics ou dans des maternités privées.

Les frais d'entretien dans les uns et les autres de ces établissements seront répartis de la même façon.

Si le domicile de secours restait inconnu (et il est parfois malaisé de le découvrir, notamment pour les femmes enceintes qui cherchent à cacher leur identité), la charge des frais d'entretien incombant à la province et au fonds commun serait répartie entre les neuf provinces et leurs fonds communs.

Telles sont les dispositions essentielles du projet de loi dont le texte suit (articles 1, 2 et 3).

Il en est d'autres d'importance moindre, mais dont on peut attendre aussi quelque bien. Elles sont toutes conseillées par une longue expérience.

L'article 4 impose aux invalides, admis dans les maisons de refuge, l'obligation de se livrer au travail dans la mesure compatible avec leur état et leur santé.

L'article 5 concerne la masse de sortie qui est remise aux internés lorsqu'ils quittent le dépôt ou le refuge. Trop souvent, ils ont une propension au gaspillage; trop souvent aussi, dès leur retour, ils sont l'objet de sollicitations indéli-cates et de suggestions pernicieuses; les mauvais conseillers cesseront leurs manœuvres lorsqu'ils n'auront plus l'espoir de dépouiller leur victime de tout son petit avoir. Pour empêcher la dilapidation du pécule qui doit aider son possesseur à se mettre au travail, la masse de sortie sera confiée désormais à un organisme reconnu (patronage, service communal d'assistance, etc.), qui en aura la garde : cet argent pourra être utilisé par prélèvements successifs et pour le reclassement social de l'intéressé.

En vertu de l'article 6, le ministère public et les tribunaux ont la faculté de surseoir à l'exécution des ordonnances et d'accorder la libération provisoire aux vagabonds et mendiants qui paraîtront dignes de cette mesure de clémence.

L'article 7 autorise le Ministre : 1) à mettre en liberté conditionnelle ou provisoire tout interné qui donne de sérieux espoirs de régénération; 2) à faire transférer d'un dépôt de mendicité dans une maison de refuge tout individu pour lequel le juge se serait montré trop sévère et qui aurait donné des marques d'amendement.

Quant à l'article 9, il permet de maintenir au refuge, à l'expiration du terme d'internement, tout individu qui y est en traitement pour une maladie transmissible et qu'il y aurait encore danger, pour lui-même et pour autrui, à mettre en liberté. Toutefois, cette prorogation ne peut avoir lieu sans l'assentiment du malade.

Enfin, l'article 10 étend à tous les anciens reclus, ceux du dépôt aussi bien que ceux du refuge, les bienfaits de la réhabilitation.

Les dispositions du projet de loi amendant le régime des vagabonds et des mendiants sont de nature à exercer un effet salutaire sur ces individus, dont la plupart répondent au diagnostic de débilité mentale. En leur accordant un soutien moral en même temps qu'une assistance matérielle, la loi peut faire renaître le sentiment de la dignité et le goût du travail chez des malheureux que l'abandon ne manquerait pas d'entraîner au fond de la déchéance.

Le Ministre de la Justice,

F. MASSON.



4)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 24 JULI 1924.

Ontwerp van wet

tot voorkoming en tot beteugeling van de landlooperij en de bedelarij.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN.

Bij de wet van 27 November 1891 tot beteugeling van de landlooperij en de bedelarij, werden in het door de vroegere wet gehuldigde stelsel nieuwigheden ingevoerd welke de gunstigste uitslagen opleverden. Zij maakt een onderscheid tusschen de gewone vrijwillige werkeloosheid, « ware opstand tegen de wet van den arbeid, » en de gedwongen werkeloosheid, die te wijten is aan toevallige omstandigheden of onafhankelijk is van den wil van hen die er onder lijden. Ook werden de lieden, voor wie het landloopen en het bedelen tot een beroep is geworden, anders behandeld dan zij die geen werk hebben, alhoewel zij geenszins weigeren te arbeiden. Als bestraffen, werden de eersten geïnterneerd in bedelaarsgestichten voor een tijd van ten minste twee jaar tot zeven jaar ten hoogste. De anderen werden opgenomen in toevluchthuizen, waar zij niet langer dan twaalf maanden mogen verblijven; de bedoeling is, deze lieden aan den verderfelijken invloed van eene langdurige werkeloosheid te onttrekken en hen te helpen bestaan tot zij een normale bezigheid hebben teruggevonden.

Luidens de wet van 1891, mogen personen van laatstbedoelde categorie in het toevluchthuis opgenomen worden als zij er zich met een verzoek van den burgemeester uit eigen wil aanmelden. Dit is een voorzorgsmaatregel waarbij het den ongelukkigen mogelijk wordt gemaakt door eigen initiatief aan de gevaren der werkeloosheid te ontsnappen, zonder te wachten dat de vertegenwoordigers der overheid zich met hen bezighouden. Daarna wordt er voor hen gezorgd, met het oog op hun terugkeer in de maatschappij en op hun reklasseering.

Ongelukkig, beantwoordden de uitslagen van dezen wijzen maatregel niet aan de verwachtingen. De reden er van is, in zulk geval, dat de kosten van onderhoud van den geïnterneerde uitsluitend ten laste komen van de gemeente die om de opneming verzoekt.

Bij het ontwerp van wet wordt in de eerste plaats beoogd deze ondoeltreffende beschikking te verbeteren, en het bereikt dit doel waar het, ten aanzien van de

vrijwillig opgesloten, den regel toepast die geldt ten aanzien van krankzinnigen en abnormale minderjarigen, t. w. voortaan worden de kosten van onderhoud, zoowel voor de eerste als voor de laatste, verdeeld onder het gemeen fonds (voor de vier achtsten), den Staat (voor de drie achtsten), en de provincie (voor één achtste).

Doch er bestaan nog andere soorten van ongelukkigen tegenover wie de plaatselijke weldadigheid met haar hulp machteloos blijft. Deze zijn : 1° de alleen gebleven oude lieden ; 2° de volwassen gebrekkigen, verminkten of zwakzinnigen ; 3° de behoeftige zwangere vrouwen die door haar familie of door hen die haar zouden moeten bijstaan verlaten werden.

De gemeenschap mag niet onverschillig toezien op zulke ellende, oorsprong van smart en lijden, soms ook van misdadige handelingen. Doch hoe gehandeld ? De gevallen die belangstelling verdienen doen zich over het grondgebied op zeer ongelijke wijze voor en de meeste gemeenten verkeeren in de onmogelijkheid om een bijzonderen gasthuisdienst in te richten met het oog op een onderstand die geen regelmatig karakter vertoont : In zulke gevallen is het, dat een doeltreffend gebruik wordt gemaakt van dit soort onderlinge verzekering of compensatiekas welke de wet op den openbaren onderstand ingevoerd heeft onder de benaming van gemeene fonds, tot wiens vorming ieder gemeente om het jaar eene bepaalde bijdrage stort, die niet verandert volgens het aantal onderhoorigen die een bijzonderen bijstand genieten.

Aan deze drie categoriën ongelukkigen wordt bij het ontwerp van wet een en dezelfde hulp toebedeeld als die welke aan de valide volwassenen beider kunne, die voor een tijd zonder werk zijn, wordt verleend. Oude lieden, verminkten, kreupelen, zwakzinnigen, zwangere vrouwen, gehuwd of ongehuwd, noodlijdend en verlaten, zullen opgenomen worden in de toevluchtshuizen, ten laste van het gemeene fonds voor de eene helft der kosten, terwijl de andere helft door Staat en provincie bestreden wordt.

Door de commissiën tot beheer van de burgerlijke godshuizen in de groote steden, zijn gestichten voor kraamvrouwen ingericht geworden, waar de hulpbehoevende zwangere vrouwen zich kunnen aanmelden. Doch dergelijke plaatselijke inrichtingen zijn te weinig talrijk. Er is meer : de vrouwen mogen er slechts zoolang blijven als de verlossing het vergt en bij haar ontslag, vallen vele moeders weer zonder brood noch dak. Sinds enkelen tijd werden dan ook door vereenigde gemeenten of menschlievende burgers, « tehuizen voor moeders » opgericht, waar voor vier tot zes maand wordt opgenomen de moeder, die uit het gesticht voor kraamvrouwen ontslagen wordt en haar kind zoogt. Deze inrichtingen kunnen niet blijven bestaan, kunnen geen genoegzame uitbreiding nemen, indien zij niet worden bijgestaan door de openbare besturen. Het is ook van belang dat er zulke inrichtingen worden opgericht daar waar er tot nog toe geen zijn. Het spreekt van zelf dat de private tehuizen voor moeders eerst dan vanwege de openbare overheid kunnen erkend worden, wanneer zij zich aan het toezicht van de regeering onderwerpen. De Staat dient eene schuilplaats te bezorgen aan de zwangere vrouwen die niet zouden opgenomen worden in de private inrichtingen of die er bezwaar in zien aldaar haar toevlucht te halen. Van nu af aan beschikt de Staat over inrichtingen die aan dit doel beantwoorden, m. n. : de afdeeling

voor kraamvrouwen in het toevluchtshuis te Sint-Andries-bij-Brugge en het tehuis voor moeders te Ukkel, bij Brussel.

De hier te helpen ongelukkigen zullen dus voortaan, naar eigen keuze, worden opgenomen in openbare of in private huizen voor kraamvrouwen.

De kosten van onderhoud voor de eene als voor de andere gestichten worden gelijkerwijze verdeeld.

Bleef het domicilie van onderstand onbekend (en het is soms zeer moeilijk dit domicilie op te sporen, vooral wanneer zwangere vrouwen er bij betrokken zijn die hare identiteit trachten te verbergen), dan wordt de onderhoudslast die op de provincie en het Gemeen fonds rust, verdeeld over de negen provinciën en derzelver gemeen fonds.

Aldus luiden de voornaamste bepalingen van het wetsontwerp waarvan de tekst volgt (artikel 1, 2 en 3).

Van enkele andere minder belangrijke bepalingen zijn ook gunstige uitslagen te verwachten. Alle berusten op een lange ervaring.

Bij artikel 4 wordt den invaliden die in de toevluchtshuizen worden opgenomen de plicht opgelegd zulken arbeid te verrichten als door hun staat en gezondheid wordt gedoogd.

Artikel 5 betreft het uitgaansfonds dat aan de verpleegden ter hand wordt gesteld wanneer zij het gesticht of toevluchtshuis verlaten. Te vaak, echter, zijn zij tot verkwisting geneigd; te vaak ook geraken zij in handen van oneerlijke profijtzoekers en booze raadgevers. Dit alles houdt op wanneer alle hoop op uitplundering van het slachtoffer vergaat. Om te beletten dat het uitgaansgeld, dat zijn bezitter moet helpen om zich weer aan het werk te stellen, verkwist worde, zal het uitgaansfonds voortaan in handen worden gesteld van een erkende inrichting (beschermingscomiteit, gemeentedienst voor bijstand e. z. m.) die belast wordt met de bewaring ervan : Het zal bij gedeelten mogen worden verbruikt en wel voor de maatschappelijke reklasseering van den betrokkene.

Krachtens artikel 6 mogen het openbaar ministerie en de rechtbanken de tenuitvoerlegging van de bevelschriften opschorsen en de voorloopige invrijheidstelling toestaan aan landloopers en bedelaars die dergelijken gunstmaatregel blijken te verdienen.

Bij artikel 7, wordt de Minister er toe gemachtigd : 1^o om voorwaardelijke of voorloopige invrijheidstelling toe te staan aan ieder geïnterneerde van wien ernstig kan verwacht worden dat hij zal beteren; 2^o om, uit een bedelaarsgesticht naar een toevluchtshuis te laten overbrengen elken persoon ten aanzien van wien de rechter zich al te streng betoonde en die blijken van verbetering heeft gegeven.

Bij artikel 9 wordt het mogelijk gemaakt, na verloop van den interneerings-tijd, ieder persoon in het toevluchtshuis te houden die er onder behandeling is uit oorzaak van eene aanstekelijke ziekte en die niet zonder gevaar, zoowel voor hemzelf of voor anderen, kan ontslagen worden. Deze verlenging kan echter niet geschieden zonder de instemming van den patiënt.

Ten slotte, wordt bij artikel 10, aan al de oud-opgeslotenen, zoowel die uit het bedelaarsgesticht als die uit de toevluchtshuizen, de mogelijkheid geschonken in eer hersteld te worden.

De beschikkingen van het ontwerp van wet waarbij de behandeling van landloopers en bedelaars milder wordt gemaakt, zijn van zulken aard dat zij een heilzamen invloed kunnen uitoefenen op deze lieden, wier sociale ongeschiktheid bij velen onder hen te wijten is aan zwakzinnigheid. Waar hun zedelijke hulp en zakelijken bijstand wordt geboden, kan de wet het besef van 's menschen waardigheid en den arbeidslust weer wekken bij rampzaligen, die, van alle hulp verstoken, dieper en dieper in schande en ellende moeten verzinken.

De Minister van Justitie,

F. MASSON.



PROJET DE LOI

**pour la prévention et la répression
du vagabondage et de la mendicité.**

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre
de la Justice,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de la Justice est
chargé de présenter, en Notre Nom,
aux Chambres législatives, le projet de
loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

L'article 1 de la loi du 27 novem-
bre 1891 sur la répression du vaga-
bondage et de la mendicité est rem-
placé par la disposition suivante :

« Le Gouvernement organisera,
pour la prévention et la répression du
vagabondage et de la mendicité, d'une
part des établissements de correction,
sous la dénomination de dépôts de
mendicité, d'autre part des maisons de
refuge, des établissements d'éducation
et des maisons maternelles. »

ART. 2.

L'article 3 est remplacé par les dis-
positions suivantes :

« Pourront être admis dans une
maison de refuge :

» 1. Tout individu qui, ayant l'âge

ONTWERP VAN WET

**tot voorkoming en tot beteugeling van
de landlooperij en de bedelarij.**

Albert,

KONING DER BELGEN,

*Aan allen, tegenwoordigen en toe-
komenden, Heil.*

Op voorstel van Onzen Minister van
Justitie,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Justitie is gelast
in Onzen Naam bij de Wetgevende
Kamers het wetsontwerp aan te bieden
waarvan de inhoud volgt :

ARTIKEL 1.

Artikel 1 van de wet van 27 Novem-
ber 1891 op de beteugeling van de
landlooperij en de bedelarij wordt door
de navolgende bepaling vervangen :

« Door de Regeering worden tot
voorkoming en tot beteugeling van de
landlooperij en de bedelarij, eener-
zijds verbeteringsinrichtingen, m. n.
bedelaarsgestichten, anderzijds toe-
vluchtshuizen, opvoedingsgestichten
en tehuizen voor moeders ingericht. »

ART. 2.

Artikel 3 wordt door de navolgende
bepaling vervangen :

« Kunnen in een toevluchtshuis op-
genomen worden :

» 1. Ieder persoon die, terwijl hij

requis par la loi pour obtenir une pension de vieillesse, se trouvera dépourvu de ressources suffisantes pour satisfaire à ses besoins.

» 2. Tout individu âgé de plus de dix-huit ans accomplis, estropié, infirme ou atteint d'anormalité mentale et qui, incapable d'accomplir un travail rémunérateur, se trouvera dépourvu des ressources nécessaires à sa subsistance.

» Dans l'un et l'autre cas prévus ci-avant, l'intéressé fera sa demande soit au collège des bourgmestre et échevins de la commune où il réside au moment où l'assistance devient nécessaire, soit au juge de paix.

» L'admission sera refusée si l'imprévoyant a commis, depuis moins de dix ans, une infraction ayant entraîné une condamnation de six mois d'emprisonnement au moins ou si, dans le même temps, il a subi plus de deux internements dans un dépôt de mendicité.

» 3. Toute femme enceinte de quatre mois et demi au moins, privée de ressources.

» L'admission sera décidée sur la seule demande de l'intéressée, sans intervention de l'autorité. Elle aura lieu aux mêmes conditions dans des maisons maternelles créées ou agréées par le Gouvernement. »

La durée du séjour se prolongera jusqu'à la sixième semaine, inclusive-ment, qui suivra l'accouchement.

ART. 3.

L'article 4 de la susdite loi est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les frais d'entretien journalier des

den leeftijd heeft bereikt welke bij de wet vereischt is om een ouderdomspensioen te genieten, geen voldoende middelen bezit om in zijn behoeften te voorzien.

» 2. Ieder persoon meer dan volle achttien jaar oud, die verminkt, gebrekkig of abnormaal naar den geest is, en die, onbekwaam om een loonend werk te verrichten, het noodige inkomen niet heeft om te leven.

» In een en ander geval als hier voorzien, dient betrokkene zijn aanvraag in hetzij bij het college van burgemeester en schepenen der gemeente waar hij verblijft op het oogenblik dat de bijstand noodig wordt. hetzij bij een vrederechter.

» De toelating wordt ontzegd, indien aanzoeker, vóór minder dan tien jaar, zich heeft vergrepen aan een overtreding die aanleiding heeft gegeven tot een veroordeeling van ten minste zes maand gevangenisstraf of indien hij, binnen hetzelfde tijdsbestek, meer dan tweemaal in een bedelaarsgesticht is geïnterneerd geworden.

» 3. Iedere vrouw, sedert ten minste vier en een halve maand zwanger en die geen inkomen heeft.

» Over de toelating wordt beslist op enkel aanzoek van de betrokkene, buiten de overheid om. Zij geschiedt onder de zelfde voorwaarden in de door de Regeering ingerichte of aangenomen tehuizen voor moeders.

Het verblijf duurt tot en met de zesde week na de verlossing. »

ART. 3.

Artikel 4 van gemelde wet wordt door de navolgende bepalingen vervangen :

« De kosten van het dagelijksch on-

individus visés dans l'article précédent seront mis à charge du Fonds commun, de l'Etat et de la Province, conformément aux articles 16 et 19 de la loi du 27 novembre 1891 sur l'Assistance publique modifiée par les lois du 30 juin 1896 et du 14 juin 1920, ainsi que les articles 22, 23 et 36 de la loi du 27 novembre 1891 sur le vagabondage et la mendicité.

» Si le domicile de secours d'un individu admis dans une maison de refuge en vertu des §§ 1 et 2 de l'article 2 n'est pas connu, on appliquera par analogie les dispositions des articles 2 ou 28 de la loi du 27 novembre 1891 sur l'assistance publique.

» Dans le cas visé par le § 3 de l'article 2, si, pour l'une ou l'autre cause, le domicile de secours ne peut être déterminé, la part des frais incombant à la province et à son fonds commun sera répartie entre toutes les provinces et entre leurs fonds communs ».

ART. 4.

La disposition suivante est ajoutée au premier alinéa de l'article 6 :

« Il en sera de même des invalides dans la mesure où leur état physique le permet. »

ART. 5.

L'alinéa suivant est ajouté après le premier paragraphe de l'article 7 :

« Il en sera de même pour ce qui regarde le mode de disposition de la masse de sortie et la façon dont s'effectuera le transfèrement tant à l'arrivée qu'au départ. »

derhoud van de bij voorgaand artikel bedoelde personen komen ten laste van het gemeene fonds, van den Staat en van de Provincie, overeenkomstig de artt. 16 en 19 der wet van 27 November 1891 op den Openbaren onderstand, gewijzigd bij de wetten van 30 Juni 1896 en van 14 Juni 1920, alsmede bij de artt. 22, 23 en 36 der wet van 27 November 1891 op de landlooperij en de bedelarij.

» Blijft het domicilie van onderstand van een krachtens §§ 1 en 2 van artikel 2, in een toevluchtshuis opgenomen persoon onbekend, dan vinden overeenkomenderwijze toepassing de beschikkingen vervat in de artt. 2 of 28 der wet van 27 November 1891 op den Openbaren onderstand.

Wat het bij § 3, van artikel 2 bedoeld geval aangaat, wanneer om een of andere oorzaak, het domicilie van onderstand niet kan worden bepaald, dan wordt het aandeel in de kosten, dat ten laste komt van de provincie en van zijn gemeen fonds, verdeeld onder al de provinciën en derzelver gemeene fondsen. »

ART. 4.

De volgende bepaling wordt gevoegd bij het eerste lid van artikel 6 :

« Hetzelfde geldt ten aanzien van de invaliden, voor zoover hun lichaamsgesteldheid het mogelijk maakt ».

ART. 5.

Navolgende alinea wordt onder het eerste lid van artikel 7 ingevoegd :

« Hetzelfde geldt waar het gaat om de wijze waarop over het uitgaansfonds zal worden beschikt en de wijze waarop, zoowel bij de aankomst als bij het vertrek, de overbrenging zal geschieden ».

ART. 6.

L'article 11 est remplacé par la disposition suivante

« Par dérogation à l'article 3 de la loi du 1^{er} mai 1849, les tribunaux pourront surseoir à toute mesure définitive pendant un terme qui ne dépassera pas sept jours.

Les individus arrêtés en vertu de la présente loi pourront être mis en liberté provisoire par ordonnance du ministère public ou par décision de justice, laquelle pourra tenir l'exécution en suspens pendant un terme qui ne pourra dépasser six mois.

Ces décisions et ordonnances sont motivées ».

ART. 7.

L'article 15 est complété par les alinéas suivants :

« La libération pourra être conditionnelle.

Il pourra aussi faire transférer un interné du dépôt de la mendicité à la maison de refuge ».

ART. 8.

Le commencement de l'article 17 est rédigé comme suit :

« Sur leur demande, les individus internés »... etc.

ART. 9.

La disposition suivante est ajoutée à l'article 18 :

« L'interné atteint d'une maladie transmissible et en traitement au moment d'être mis en liberté pourra, sur sa demande, et si son état de santé l'exige, être maintenu dans l'établissement.

ART. 6.

Artikel 11 wordt door de navolgende bepaling vervangen :

« Bij afwijking van artikel 3 der wet van 1 Mei 1849, kan de rechter elken definitieven maatregel opschorsen tot na zeven dagen ten hoogste.

» De krachtens deze wet aangehouden personen, mogen in voorloopige vrijheid worden gesteld op bevel van het openbaar ministerie of bij rechterlijke beschikking waarvoor de tenuitvoerlegging tot na zes maand ten hoogste kan worden geschorst.

Bevelen en beschikkingen zooals bedoeld, zijn met redenen omkleed ».

ART. 7.

Artikel 15 wordt door de volgende alinea's aangevuld :

« Het ontslag mag voorwaardelijk zijn.

Hij kan ook een geïnterneerde van het bedelaarsgesticht naar het toevluchtshuis laten overbrengen ».

ART. 8.

In artikel 17, worden tusschen « zullen » en « in vrijheid gesteld worden », de woorden « op hun verzoek » ingevoegd.

ART. 9.

Aan artikel 18 wordt de volgende bepaling toegevoegd :

« De aan een aanstekelijke ziekte lijdende geïnterneerde, die onder behandeling is wanneer hij wordt ontslagen, kan, op zijn verzoek en indien zijn toestand het eischt, in de inrichting behouden worden.

» Cette prolongation de traitement est valable pour un terme de trois mois et pourra être prorogée, à titre exceptionnel, sur avis du médecin de l'établissement ».

ART. 10.

Les dispositions suivantes sont ajoutées à l'article 20 :

« Toute personne mise à la disposition du gouvernement par application des articles 13, 14 ou 16 de la loi du 27 novembre 1891 sur le vagabondage, pourra demander sa réhabilitation deux ans après sa libération, par requête adressée au Ministre de la Justice.

Un arrêté royal règlera les conditions de réhabilitation ».

ART. 11.

Ajouter à la loi l'article ci-après :

« Le Gouvernement est autorisé à coordonner, sous le titre de la Loi pour la prévention et la répression du vagabondage et la mendicité, les dispositions de la présente loi avec celles de la loi du 27 novembre 1891, modifiée par les lois des 15 février 1897, 13 mai 1912 et 14 juin 1920, en donnant s'il y échet un nouvel ordre numérique aux articles ».

Donné à Bruxelles, le 20 juillet 1924.

» Deze verlenging wegens behandeling geldt voor een tijd van drie maand en kan, bij uitzondering, worden verlengd op het advies van den geneesheer bij de inrichting ».

ART. 10.

Aan artikel 20 worden de volgende bepalingen toegevoegd :

« Elk persoon, die bij toepassing van de artt. 13, 14 of 16 der wet van 27 November 1891 op de landlooperij ter beschikking van de Regeering wordt gesteld, kan zijn eerherstel vragen twee jaar na zijn ontslag, bij een tot den Minister van Justitie gericht verzoekschrift.

De voorwaarden voor het eerherstel worden bij koninklijk besluit geregeld ».

ART. 11.

Het volgende artikel wordt aan de wet toegevoegd :

« De Regeering mag, onder den titel «Wet tot voorkoming en beteugeling van de landlooperij en de bedelarij », de bepalingen in deze wet vervat samenordenen met de bepalingen vervat in de wet van 27 November 1891, gewijzigd bij de wetten van 15 Februari 1897, 15 Mei 1912, en 14 Juni 1920, mits hierbij, waar noodig, de artikelen in passende volgorde te schikken. »

Gegeven te Brussel, den 20^e Juli 1924.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre de la Justice,

Van 's Konings wege :
De Minister van Justitie,

F. MASSON.